

Les recommandations du GRECO ne suffisent pas à combattre la corruption en Russie

Le Conseil de l'Europe a publié sur son site web le rapport du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) consacré à l'état de la corruption en Russie. Le document formule également une série de recommandations concernant la lutte contre ce fléau.

Le rapport est précédé d'un communiqué dans lequel le GRECO constate « *l'excessive complexité de la législation sur le financement politique, qui subit de fréquents amendements* ». Selon le Groupe, ce facteur risque de créer des « *divergences d'interprétation et d'application* ».

« *Tout en admettant que de nombreuses dispositions légales sur le financement politique sont conformes [...] aux normes du Conseil de l'Europe, le Groupe recommande une meilleure application des lois existantes, le renforcement de l'indépendance des entités de contrôle et l'élargissement des sanctions applicables en cas de violation des règles sur le financement politique* », lit-on dans le communiqué.

Les experts interrogés par RIA Novosti se disent toutefois persuadés que les recommandations du GRECO ne suffisent pas à combattre la corruption en Russie.

« *Il faut commencer par améliorer la transparence et l'efficacité du système judiciaire. Il est en outre indispensable d'assurer la transparence au niveau des administrations régionales* », estime Dmitri Abzalov, expert du Centre russe de la conjoncture politique.

L'analyste politique Pavel Sviatenkov est également sceptique quant aux mesures anticorruption mises en œuvre par les autorités russes.

« *Il ne suffit pas de renforcer la lutte contre la corruption... Il faut modifier la législation, voire le système judiciaire* », affirme M. Sviatenkov, précisant que les juridictions russes sont « *corrompues au plus haut degré* ».

Selon le directeur général du Conseil pour la stratégie nationale, Valeri Khomiakov, le GRECO a parfaitement raison de dénoncer le caractère occulte du financement politique en Russie.

D'après M. Khomiakov, les partis politiques russes sont financés principalement par des structures financières et industrielles. « *D'où la question de savoir à quel point ces partis sont libres de prendre des décisions et de les mettre en œuvre* », conclut l'expert.

Les deux tomes du rapport du GRECO est dans notre base « Ressources », rubrique Institutions et Organisations européennes, GRECO, rapports.